



Pour diffusion immédiate

Also available in English

LE PROJET DE LOI C-15 NE CONVIENT PAS AU BUT VISÉ *Les peines minimales obligatoires copient l'approche inefficace des États-Unis*

OTTAWA, 24 avril 2009 – Les Étudiant-es canadien-nes pour des politiques sensées en matière de drogue [Canadian Students for Sensible Drug Policy (CSSDP)] et le Réseau juridique canadien VIH/sida tiennent à signaler qu'un projet de loi déposé à la Chambre des communes n'est pas adéquat pour atteindre le but auquel il est associé. Le Projet de loi C-15, *Loi modifiant la Loi réglementant certaines drogues et autres substances et apportant des modifications connexes et corrélatives à d'autres lois*, prévoit des peines minimales obligatoires pour des infractions liées à la drogue, mais il ne contribuera pas à protéger les jeunes ou à endiguer la consommation de drogue – les buts mêmes qui lui sont attribués.

Le lundi 27 avril, trois événements contribueront à mettre en relief les lacunes de ce projet de loi. Les CSSDP organisent une journée de lobbying sur la Colline parlementaire, où des étudiants et étudiantes des quatre coins de l'Ontario et du Québec rencontreront des parlementaires. Deuxièmement, une conférence de presse sera présentée à 10 heures (h.a.e.), à laquelle participeront des représentants d'organismes qui s'opposent au Projet de loi C-15; notamment M. Craig Jones, directeur général de la Société John Howard du Canada. En outre, les trois groupes (le Réseau juridique, le CSSDP et la Société John Howard) témoigneront devant le Comité permanent de la justice de la Chambre des communes sur le Projet de loi C-15. (Le mémoire du Réseau juridique est accessible via www.aidslaw.ca).

« Le Projet de loi C-15 est présenté notamment comme un moyen de protéger les jeunes et de réduire la consommation de drogue, explique Tara Lyons, directrice générale des CSSDP, mais des données démontrent que les peines minimales obligatoires ne contribuent pas à s'approcher de ses buts. » Son organisme craint que le Canada assiste à une augmentation marquée du nombre de jeunes incarcérés, en raison de peines minimales obligatoires, comme cela s'est produit aux États-Unis. « Puisque le Gouvernement du Canada justifie cette mesure pénale en partie comme étant un moyen de protéger les jeunes, nous répondons : pas en notre nom ni dans notre intérêt. »

« Le projet de loi C-15 est une mauvaise politique publique », ajoute Richard Elliott, directeur général du Réseau juridique canadien VIH/sida. « De plus, nous voyons que les États-Unis sont précisément en train de se raviser, en ce qui a trait aux peines minimales

obligatoires pour des infractions liées à la drogue, car elle ne fonctionnent pas. En plus de ne pas porter fruit, elles sont néfastes à des individus et à la santé publique, car elles conduisent à incarcérer un nombre encore plus grand de personnes qui ont une dépendance à une drogue. Or, en prison, ces personnes sont exposées à des risques plus élevés, en lien avec la consommation de drogue, parce que les autorités carcérales n'agissent pas pour mettre en œuvre les mesures nécessaires à prévenir la transmission du VIH, même s'ils reconnaissent la réalité de l'usage de drogue en prison et le fait que bon nombre de détenus ont une dépendance à la drogue. »

Les CSSDP sont un organisme national citoyen, composé d'étudiant-es et de jeunes, et sont préoccupés par la criminalisation de l'usage de drogue et des personnes qui s'y adonnent.

Le Réseau juridique canadien VIH/sida (www.aidslaw.ca) œuvre à la promotion des droits humains des personnes vivant avec le VIH/sida ou vulnérables au VIH, au Canada et dans le monde, par ses travaux de recherche, d'analyse juridique et des politiques, d'éducation et de mobilisation communautaire. Il est l'organisme chef de file au Canada sur les enjeux juridiques et de droits de la personne liés au VIH/sida.

– 30 –

Conférence de presse :

Lundi 27 avril 2009
10 h 00 (h.a.e.)
Salle Charles-Lynch (pièce 130-S)
Édifice du centre, Colline parlementaire
Ottawa

Pour information et entrevues :

Tara Lyons
Canadian Students for Sensible Drug Policy
+1 613 263-1335
tlyons@connect.carleton.ca

Vajdon Sohaili
Réseau juridique canadien VIH/sida
+1 416 595-1666 (poste 227)
vsohaili@aidslaw.ca